

F. 2001 — 3261

[S - C - 2001/29497]

**1^{er} OCTOBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
déterminant les conditions d'homologation des brevets d'animateur
et de coordinateur de centres de vacances**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances, notamment l'article 5, § 2;

Vu l'avis du Conseil de la Jeunesse d'expression française de Belgique donné le 26 mai 2000;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Education physique, des Sports et de la Vie en plein Air donné le 29 août 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 février 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 mai 2001;

Vu l'urgence motivé par l'impérieuse nécessité de permettre au secteur des centres de vacances d'obtenir un subventionnement de leurs activités dès l'exercice budgétaire 2001;

Vu l'avis 32.204/2/V du Conseil d'Etat, donné le 13 septembre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports et du Ministre de l'Enfance chargé de l'enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour application du présent arrêté, on entend par :

— le Ministre : le membre du Gouvernement qui a la Jeunesse dans ses attributions;

— le décret : le décret du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances;

— l'administration : le service de la Jeunesse de la Direction générale de la Culture du Ministère de la Communauté française.

CHAPITRE I^{er}. — *Des conditions d'homologation des brevets d'animateur et de coordinateur de centres de vacances*

Section I^{re}. — Conditions relatives au brevet d'animateur de centres de vacances

Art. 2. Pour que le brevet d'animateur de centres de vacances délivré à l'issue d'une formation soit homologué par l'administration, cette formation doit répondre aux conditions visées aux articles 3 à 13.

Art. 3. La formation doit être organisée par un organisme bénéficiant d'une des habilitations visées à l'article 20.

Le projet de formation doit être présenté, en précisant les objectifs, méthodes et contenus de la formation et en identifiant l'organisme de formation.

Art. 4. L'organisme formateur met en place :

1° une équipe pédagogique qui doit déterminer le projet pédagogique et procéder régulièrement à son évaluation;

2° une équipe d'encadrement, composée des formateurs qui doit être mandatée par l'équipe pédagogique pour assumer la responsabilité d'une période de formation théorique.

Art. 5. L'évaluation des formations théorique et pratique du stagiaire, en cours et fin de formation, est réalisée en concertation avec les stagiaires par l'équipe d'encadrement en relation avec l'équipe pédagogique. Les stagiaires en formation sont partenaires actifs dans ce processus d'évaluation.

Art. 6. A l'issue de la formation, l'organisme de formation soumet la liste complète des participants à la formation; le procès-verbal de la délibération et ses propositions de brevets à l'administration pour homologation par le Ministre.

L'administration établit le modèle type de ces brevets.

Art. 7. Les périodes de formation pratique doivent avoir lieu dans des centres de vacances agréés en vertu du décret ou répondant aux conditions du décret avec l'accord de l'administration.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'administration peut reconnaître comme lieu de formation pratique des centres de vacances qui ne répondent pas aux conditions d'encadrement prévues par le décret.

Art. 8. Lors des périodes de formation théorique, l'encadrement des participants doit être assuré par au moins :

1° 2 formateurs pour 8 à 23 participants;

2° 3 formateurs pour 24 à 31 participants;

3° 4 formateurs pour 32 à 45 participants.

Dans le processus de formation théorique, est prise en considération :

1° une période si les participants y sont au moins 8 et 45 au plus;

2° une journée si sa durée est comprise entre 8 et 11 heures;

3° une période en résidentiel si elle comporte au moins deux journées continues et une nuitée.

Art. 9. Les participants à la formation doivent être âgés de 16 ans révolus le premier jour de formation théorique et de 17 ans révolus le premier jour d'une des périodes de formation pratique.

Art. 10. L'équipe d'encadrement, visée à l'article 4, doit être composée de formateurs dont la moitié au moins est titulaire du brevet d'animateur de centres de vacances.

Art. 11. La formation complète s'étale sur une durée maximale de 36 mois.

La formation théorique est de 150 heures en résidentiel réparties en 4 périodes maximum entrecoupées d'une période de formation pratique ou en 6 périodes maximum entrecoupées de deux périodes de formation pratique.

Elle se termine par une évaluation hors terrain pratique.

La formation débute par une phase théorique, hors terrain pratique de 80 à 100 heures dont une période continue d'au moins 40 heures. Cette phase est préalable à la formation pratique.

La formation pratique est de 150 heures au moins en continu dans un séjour, un camp ou une plaine de vacances. Lorsqu'il s'agit d'un séjour ou d'un camp de vacances, la formation a lieu en résidentiel.

Cette formation peut aussi se dérouler en deux périodes continues d'au moins 100 heures ou Si les stagiaires animent des groupes d'enfants âgés de plus de 30 mois et de moins de 8 ans, d'au moins 75 heures.

Art. 12. La formation doit porter au moins sur les contenus suivants :

- 1° la connaissance de soi;
- 2° la connaissance des enfants et des jeunes notamment les aspects de vie quotidienne, de rythmes de vie et leurs besoins ainsi que la sensibilisation aux spécificités psychologiques, physiologiques, sociales et culturelles;
- 3° l'éducation des enfants et jeunes à la liberté, à l'autonomie et à la responsabilité;
- 4° la vie collective, les relations dans un groupe et sa gestion, la communication interpersonnelle;
- 5° le jeu, l'expression et la créativité, l'éveil culturel;
- 6° les méthodes actives d'éducation, l'organisation d'activités;
- 7° la sécurité, l'hygiène, les premiers soins;
- 8° le bien-être et la maltraitance des enfants et des jeunes;
- 9° les rôles et fonctions, la déontologie et la responsabilité de l'animateur;
- 10° le travail en équipe;
- 11° la gestion d'un centre de vacances, le prêt de matériel, les assurances;
- 12° les institutions et la politique de l'enfance et de la jeunesse en Communauté française.

Les spécificités du public en formation peuvent justifier l'importance relative réservée à chacun des contenus.

Section II. — Conditions relatives au brevet de coordinateur de centres de vacances

Art. 13. Pour que les brevets de coordinateur de centres de vacances délivrés à l'issue d'une formation soient homologués, cette formation doit répondre aux conditions visées aux articles 3 à 8 et 14 à 18.

Art. 14. La formation de coordinateur de centres de vacances doit viser à rendre un animateur de centres de vacances capable d'assurer la responsabilité et l'application du projet socio-éducatif développé en centres de vacances.

Art. 15. L'équipe d'encadrement, visée à l'article 4, doit être composée de formateurs dont la moitié au moins est titulaire du brevet d'animateur de centres de vacances et dont un au moins est titulaire du brevet de coordinateur de centres de vacances.

Art. 16. Les participants à la formation doivent :

- 1° être âgés de 18 ans révolus le premier jour de la formation théorique;
- 2° justifier, après l'obtention du brevet d'animateur de centres de vacances, d'une expérience utile de 100 heures en plaines ou séjours de vacances;
- 3° entreprendre la formation au plus tard 24 mois après la fin de cette expérience utile.

Art. 17. La formation complète s'étale sur une durée minimale d'un an et maximale de trois ans.

La formation théorique est de 150 heures dont 120 heures minimum en résidentiel et est entrecoupée d'au moins deux périodes de formation pratique. Elle se termine par au moins 8 heures d'évaluation collective hors terrain pratique.

La formation comporte

a) une session de formation théorique hors terrain d'animation de 80 heures dont une période continue d'au moins 30 heures ou deux périodes continues d'au moins 20 heures préalables à toute formation pratique et dont 8 heures minimum postérieures à celle-ci;

b) une session de formation pratique, de 75 heures en continu en plaines ou séjours de vacances, supervisée en permanence par un coordinateur breveté. Durant les deux premières années d'application du présent arrêté, la supervision peut être confiée à un candidat coordinateur inscrit à une session visée au d) ci-dessous;

c) une session de formation théorique hors terrain d'animation de 70 heures dont une période continue d'au moins 20 heures préalables au 2e stage pratique et dont 8 heures minimum postérieures à celui-ci;

d) une session de formation pratique de 75 heures en continu en tant que coordinateur à part entière en plaines ou séjours de vacances.

Art. 18. La formation doit porter sur les contenus suivants :

- 1° le coordinateur dans sa fonction pédagogique :
 - a) la gestion de l'équipe d'animateurs, l'accompagnement des animateurs en ce compris le soutien pédagogique et l'évaluation formative;
 - b) le projet pédagogique;
 - c) les attitudes, le rôle, le statut et les fonctions du coordinateur, sa relation avec les participants aux centres de vacances ou avec l'organisateur;
- 2° le coordinateur dans sa fonction d'administrateur et de gestionnaire :
 - a) la sécurité et l'hygiène des enfants et jeunes;
 - b) les réglementations extérieures : connaissance de la législation, des règlements et critères dans les domaines de la petite enfance, de l'enfance, de la jeunesse, de la vie en plein air;
 - c) la gestion et l'administration d'un centre de vacances notamment les assurances, les relations avec l'organisateur de centre de vacances, les relations avec le personnel;

3° le coordinateur en relation avec l'extérieur et les pouvoirs publics :

a) les relations avec le lieu d'accueil, les parents, les autorités communales, les représentants des pouvoirs publics, les médias;

b) les politiques et programmes de jeunesse en Communauté française de Belgique.

CHAPITRE II. — Des équivalences

Art. 19. L'équivalence à un des brevets visés par le présent arrêté est octroyée à un titre, délivré avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, si ce titre a été délivré suite à une formation répondant aux conditions visées aux articles 3 à 12 ou 13 à 16 du présent arrêté.

Par dérogation, durant les deux premières années d'application du présent arrêté, l'administration peut soumettre à l'approbation du Ministre des propositions d'équivalence en faveur de titres qui ne respectent pas les conditions visées à l'alinéa 1^{er}. Ces propositions tiennent compte du cursus de formation et de l'expérience acquise par le titulaire depuis son obtention.

CHAPITRE III. — De l'habilitation des organisateurs de formation théorique et du retrait d'habilitation

Art. 20. Un organisme obtient l'habilitation par l'administration comme organisateur de formation théorique d'animateur ou de coordinateur de centres de vacances si il répond aux conditions suivantes :

1° être un pouvoir public ou un organisme constitué en association sans but lucratif conformément à la loi du 27 juin 1921 ou une autre association excluant la poursuite d'un gain matériel, ayant son siège dans la Région wallonne, à l'exception des communes visées par l'article 5 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1996, ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale;

2° être reconnu capable d'assurer l'ensemble de la formation théorique et de concevoir cette formation en fonction des besoins d'animation et en liaison avec les organisateurs de centres de vacances;

3° s'engager à respecter les réglementations relatives au brevet d'animateur ou de coordinateur de centres de vacances;

4° se soumettre à tout contrôle mis en place par l'administration.

Art. 21. L'habilitation est retirée par le Ministre à l'organisme qui ne respecte pas un ou plusieurs des critères d'habilitation.

CHAPITRE IV. — Des procédures

Section I^{re}. — Des procédures d'habilitation, d'homologation et d'équivalence

Art. 22. Les organismes introduisent leurs demandes d'habilitation, d'homologation et d'équivalence auprès de l'administration.

Art. 23. La demande d'habilitation comprend au moins :

1° la présentation de l'organisme demandeur constituée :

a) des renseignements juridiques et administratifs le concernant : composition des organes dirigeants, statuts ou règlement interne, organigramme général, implantation des services;

b) d'une description des objectifs et de la méthodologie des formations d'animateurs ou de coordinateurs de centres de vacances;

c) le cas échéant d'un bilan (nature et nombre des formations organisées, nombre de stagiaires formés ou n'ayant pas obtenu le brevet, motivations des refus) des formations d'animateurs ou de coordinateurs de centres de vacances;

d) des nombres, qualifications et identités des formateurs chargés de l'encadrement des formations théoriques. Ces informations sont actualisées, le cas échéant;

2° la présentation du programme de formation.

Art. 24. La demande d'homologation comprend au moins :

1° toutes pièces prouvant que la formation répond aux dispositions établies par le présent arrêté;

2° la preuve de la participation effective de chaque candidat à la totalité de la formation;

3° les brevets dont l'homologation est demandée.

Art. 25. La demande d'équivalence est introduite par l'organisme qui a délivré le titre soit d'initiative, soit à la demande du titulaire du titre en faveur duquel l'équivalence est sollicitée.

Elle comprend au moins :

1° le programme de formation suivi :

2° tout élément d'information complémentaire utile pour l'appréciation du dossier.

Dans le cas où l'organisme qui a délivré le titre a disparu, le titulaire du titre peut introduire personnellement la demande d'équivalence selon les formes définies au 1^{er} alinéa.

Art. 26. L'administration statue sur les demandes d'homologation ou d'équivalence dans un délai de trois mois à dater de leur prise en considération. A défaut, la décision est réputée conforme à la demande.

Une demande est prise en considération dès qu'elle est complètement constituée; l'administration informe l'organisme de la date à laquelle la demande est prise en considération.

Section II. — De la procédure de retrait d'habilitation

Art. 27. Lorsque l'administration estime qu'il y a lieu de retirer son habilitation à un organisme, elle lui adresse un courrier recommandé l'informant qu'une procédure de retrait d'habilitation est entreprise à son encontre et précisant quels critères de reconnaissance cet organisme ne respecte plus.

A dater de la réception de ce courrier, l'organisme dispose de quinze jours ouvrables pour transmettre à l'administration les éléments d'information qu'il estime utiles.

A l'issue de ce délai, l'administration transmet au Ministre une proposition de décision relative au retrait d'habilitation. Le Ministre prend sa décision dans un délai d'un mois.

Art. 28. La décision prend effet à dater de sa notification.

Section III. — De la procédure de recours

Art. 29. Un organisme peut faire appel d'une décision de refus ou de retrait d'habilitation, de refus d'homologation ou de refus d'équivalence.

Ces recours doivent être introduits auprès du Ministre dans les 15 jours ouvrables qui suivent la notification de la décision.

Dans ce délai, il communique au Ministre par courrier recommandé, les éléments d'information appuyant sa requête.

Art. 30. A dater de la réception du recours, le Ministre dispose de trente jours ouvrables pour notifier sa décision.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 31. Le présent arrêté entre en vigueur le 20 septembre 2001.

Art. 32. Le Ministre ayant la Jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 1^{er} octobre 2001.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

R. DEMOTTE,

Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports

J.-M. NOLLET,

Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.

VERTALING

N. 2001 — 3261

[C — 2001/ 29497]

1 OKTOBER 2001. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de homologatievoorwaarden voor de brevetten van animator en coördinator voor vakantiecentra

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra, inzonderheid op artikel 5, § 2;

Gelet op het advies van de « Conseil de la Jeunesse d'Expression française de Belgique », gegeven op 26 mei 2000;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens, gegeven op 29 augustus 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 februari 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 2 mei 2001;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid om de sector van de vakantiecentra in de mogelijkheid te stellen om reeds vanaf het begrotingsjaar 2001 subsidies voor hun activiteiten te krijgen;

Gelet op het advies 32.204/2/V van de Raad van State, gegeven op 13 september 2001 bij toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport en van de Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

— de Minister : het Regeringslid tot wiens bevoegdheid de Jeugdzaken behoren;

— het decreet : het decreet van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra;

— het bestuur : de Jeugddienst van de Algemene Directie Cultuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK I. — De homologatievoorwaarden voor de brevetten van animator en coördinator voor vakantiecentra

Afdeling I. — Voorwaarden betreffende het brevet van animator voor vakantiecentra

Art. 2. Opdat het brevet van animator voor vakantiecentra dat op het einde van een opleiding uitgereikt wordt door het bestuur gehomologeerd wordt, moet deze opleiding aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 3 tot 13 voldoen.

Art. 3. De opleiding moet worden georganiseerd door een instelling die één van de bevoegdverklaringen bedoeld in artikel 20 geniet.

Bij het voorstellen van het opleidingsproject moeten de doelstellingen, de methodes en de inhoud van de opleiding worden verduidelijkt en de opleidingsinstelling worden geïdentificeerd.

Art. 4. De opleidingsinstelling :

1° stelt een pedagogische ploeg op die het pedagogisch project moet bepalen en regelmatig evalueren;

2° stelt een begeleidende ploeg op, bestaande uit opleiders, die door de pedagogische ploeg moet worden gemachtigd om verantwoordelijk te zijn voor een periode van theoretische opleiding.

Art. 5. De evaluatie van de theoretische en praktische opleidingen van de stagiair, tijdens en na de opleiding, wordt doorgevoerd in samenspraak met de stagiairs door de begeleidende ploeg in samenwerking met de pedagogische ploeg. De stagiairs in opleiding zijn actieve partners in dit evaluatieproces.

Art. 6. Op het einde van de opleiding legt de opleidingsinstelling de volledige lijst voor van de deelnemers aan de opleiding, de notulen van de beraadslaging en haar voorstellen van brevetten aan het bestuur voor homologatie door de Minister. Het bestuur stelt het model op van deze brevetten.

Art. 7. De praktische opleidingsperiodes moeten plaatshebben in vakantiecentra die erkend zijn krachtens het decreet of die aan de voorwaarden van het decreet voldoen met de toestemming van het bestuur.

In afwijking van het vorige lid mag het bestuur als plaats van praktische opleiding vakantiecentra erkennen die niet aan de begeleidingsvoorwaarden voldoen die bepaald zijn in het decreet.

Art. 8. Gedurende de periodes van theoretische opleiding, moet de begeleiding van de deelnemers waargenomen worden door ten minste :

- 1° 2 opleiders voor 8 tot 23 deelnemers;
- 2° 3 opleiders voor 24 tot 31 deelnemers;
- 3° 4 opleiders voor 32 tot 45 deelnemers.

In het theoretisch opleidingsproces worden er in aanmerking genomen :

- 1° een periode, als er tenminste 8 en ten hoogste 45 deelnemers zijn;
- 2° een dag als de duur ervan tussen 8 en 11 uur begrepen is;
- 3° een periode in verblijf als er ten minste twee volle dagen en één nacht in begrepen zijn.

Art. 9. De deelnemers aan de opleiding moeten de volle leeftijd van 16 jaar hebben bereikt op de eerste dag van de theoretische opleiding en de volle leeftijd van 17 jaar op de eerste dag van één van de periodes van praktische opleiding.

Art. 10. De begeleidende ploeg, bedoeld in artikel 4, moet bestaan uit opleiders waarvan ten minste de helft houder is van een brevet van animator voor vakantiecentra.

Art. 11. De gehele opleiding verloopt binnen een periode van maximaal 36 maanden.

De theoretische opleiding bedraagt 150 uur in verblijf die ingedeeld zijn in maximaal 4 periodes, onderbroken door één periode van praktische opleiding, of in maximaal 6 periodes, onderbroken door twee periodes van praktische opleiding.

Op het einde van de opleiding is er een evaluatie buiten praktisch terrein.

De opleiding begint met een theoretische fase, buiten praktisch terrein, van 80 tot 100 uur, waarvan een ononderbroken periode van ten minste 40 uur. Deze fase gaat de praktische opleiding vooraf.

De praktische opleiding bedraagt ten minste 150 uur achtereenvolgens in een verblijf, een kamp of een vakantieplein. Wanneer het over een vakantieverblijf of -kamp gaat, neemt de opleiding plaats in verblijf.

Deze opleiding mag ook verlopen in twee achtereenvolgende periodes van ten minste 100 uur of indien de stagiairs groepen animeren van meer dan 30 maanden en minder dan 8 jaar, van ten minste 75 uur.

Art. 12. De opleiding moet ten minste over de volgende onderwerpen handelen :

- 1° de kennis van zichzelf;
- 2° de kennis van de kinderen en de jongeren, meer bepaald de aspecten van het alledaagse leven, de leefritmes en hun behoeften alsmede het vertrouwd maken met psychologische, fysiologische, sociale en culturele specificiteiten;
- 3° de opvoeding van de kinderen en jongeren tot waarden als vrijheid, zelfstandigheid en verantwoordelijkheid;
- 4° het gemeenschapsleven, de relaties binnen een groep en het beheer ervan, de communicatie tussen personen;
- 5° het spel, de uitdrukking en de creativiteit, de culturele ontwaking;
- 6° de actieve opvoedingsmethodes, het organiseren van activiteiten;
- 7° de veiligheid, de hygiëne, eerste hulp;
- 8° het welzijn en de mishandeling van de kinderen en de jongeren;
- 9° de rollen en functies, de gedragscode en de verantwoordelijkheid van de animator;
- 10° het werken in ploegverband;
- 11° het beheer van een vakantiecentrum, het uitlenen van materiaal, de verzekeringen;
- 12° de instellingen en het beleid inzake kindermishandeling en jeugd binnen de Franse Gemeenschap.

De bijzonderheden van de personen in opleiding mogen het relatief belangrijk karakter van elk onderdeel verantwoorden.

Afdeling II. — Voorwaarden betreffende het brevet van coördinator voor vakantiecentra

Art. 13. Opdat de brevetten van coördinator voor vakantiecentra die op het einde van een opleiding worden uitgereikt, gehomologeerd worden, moet deze opleiding aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 3 tot 8 en 14 tot 18 voldoen.

Art. 14. De opleiding van coördinator voor vakantiecentra moet als doel hebben een animator voor vakantiecentra in staat te krijgen de verantwoordelijkheid en de toepassing van het sociaal-opvoedend project ontwikkeld in vakantiecentra, te verzekeren.

Art. 15. De begeleidende ploeg, bedoeld in artikel 4, moet bestaan uit opleiders waarvan ten minste de helft titularis is van een brevet van animator voor vakantiecentra en waarvan ten minste één titularis is van het brevet van coördinator voor vakantiecentra.

Art. 16. De deelnemers aan de opleiding moeten :

- 1° de volle leeftijd van 18 jaar hebben bereikt op de eerste dag van de theoretische opleiding;
- 2° nadat het brevet van animator voor vakantiecentra werd gehaald, het bewijs leveren van een nuttige ervaring van 100 uur in vakantiepleinen of -verblijven;
- 3° met de opleiding uiterlijk 24 maanden na het einde van deze nuttige ervaring beginnen.

Art. 17. De volledige opleiding verloopt over een periode van minimaal één jaar en maximaal drie jaar.

De theoretische opleiding bedraagt 150 uur waarvan minimum 120 uur in verblijf en wordt onderbroken door ten minste twee periodes van praktische opleiding. De opleiding eindigt met ten minste 8 uur collectieve evaluatie buiten praktisch terrein.

De opleiding bevat

- a) een sessie theoretische opleiding buiten animatierrein van 80, uur waarvan een periode van minimum 30 uur achtereen of twee periodes van ten minste 20 uur achtereen, voorafgaand aan alle praktische opleiding en waarvan minimum 8 uur na deze;
- b) een sessie praktische opleiding van 75 uur achtereen in vakantiepleinen of -verblijven, permanent onder supervisie van een gebrevetteerde coördinator. Gedurende de eerste twee jaren van toepassing van dit besluit, mag de supervisie worden toegewezen aan een kandidaat-coördinator ingeschreven op één van de sessies in d) hieronder bedoeld;
- c) een sessie theoretische opleiding buiten animatierrein van 70 uur waarvan een periode van minstens 20 uur achtereen die de 2de praktische stage voorafgaan en minimum 8 uur na deze stage;
- d) een sessie praktische opleiding van 75 uur achtereen als volwaardige coördinator voor vakantiepleinen en -verblijven.

Art. 18. De opleiding moet over de volgende onderwerpen handelen :

- 1° De coördinator in zijn pedagogische functie :
 - a) het beheer van de ploeg animators, de begeleiding van de animators, de pedagogische steun en de vormende evaluatie inbegrepen;
 - b) het pedagogisch project;
 - c) het gedrag, de rol, het statuut en de functies van de coördinator, zijn relatie met de deelnemers aan de vakantiecentra of met de organisator;
- 2° de coördinator in zijn functie van bestuurder en beheerder :
 - a) de veiligheid en de hygiëne van de kinderen en jongeren;
 - b) de externe reglementering : kennis van de wetgeving, van de reglementen en criteria op de gebieden van het jonge kind, het kind, de jeugd, het leven in open lucht;
 - c) het beheer en het bestuur van een vakantiecentrum meer bepaald de verzekeringen, de relaties met de organisator van het vakantiecentrum, de betrekkingen met het personeel;
- 3° de coördinator in relatie met de buitenwereld en de openbare machten :
 - a) de relaties met de opvangplaats, de ouders, de gemeentelijke overheid, de vertegenwoordigers van openbare machten, de media;
 - b) de jeugdbeleid en -programma's binnen de Franse Gemeenschap van België.

HOOFDSTUK II. — *Gelijkwaardigheid*

Art. 19. De gelijkwaardigheid met één van de brevetten bedoeld in dit besluit wordt vóór de inwerkingtreding van dit besluit aan een bekwaamheidsbewijs toegekend indien dat bekwaamheidsbewijs toegekend werd ten gevolge van een opleiding die aan de vereisten bedoeld in de artikelen 3 tot 12 of 13 tot 16 voldoet.

In afwijking daarvan, mag het bestuur gedurende de eerste twee jaren van toepassing van dit besluit, de voorstellen van gelijkwaardigheid ten gunste van bekwaamheidsbewijzen die aan de voorwaarden bedoeld in het eerste lid niet voldoen, aan de Minister onderwerpen ter goedkeuring. Deze voorstellen houden rekening met de opleidingscursus en de ervaring opgelopen door de titularis sinds zijn ontvangst.

HOOFDSTUK III. — *Machtiging van de organisators van theoretische opleiding en intrekking van de machtiging*

Art. 20. Een instelling verkrijgt de machtiging langs het bestuur als organisator van de theoretische opleiding van animator of coördinator voor vakantiecentra als zij aan de volgende voorwaarden voldoet :

- 1° een openbare macht of een instelling zijn die opgericht is als vereniging zonder winstoogmerk overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 of een andere vereniging die het streven naar een materiële winst verwerpt, met een maatschappelijke zetel gevestigd in het Waalse Gewest, met uitzondering van de gemeenten bedoeld in artikel 5 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken gecoördineerd op 18 juli 1996 of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;
- 2° erkend zijn in staat te zijn voor het geheel van de theoretische opleiding te zorgen en deze opleiding te verwezenlijken in functie van de animatiebehoeften en in verbinding met de organisators van het vakantiecentrum;
- 3° zich ertoe verbinden de regels betreffende het brevet van animator of coördinator van vakantiecentra na te leven;
- 4° zich te onderwerpen aan alle controles gevoerd door het bestuur.

Art. 21. De bevoegdverklaring wordt ingetrokken door de Minister aan de instelling die één of meerdere criteria van bevoegdverklaring niet naleeft.

HOOFDSTUK IV. — *Procedures**Afdeling I.* — De procedures van bevoegdverklaring, homologatie en gelijkwaardigheid

Art. 22. De instellingen dienen hun aanvragen om bevoegdverklaring, homologatie en gelijkwaardigheid bij het bestuur in.

Art. 23. De aanvraag om bevoegdverklaring begrijpt ten minste :

1° de voorstelling van de verzoekende instelling, bestaande uit :

a) de juridische en administratieve inlichtingen die haar betreffen : samenstelling van de bestuursorganen, statuten of intern reglement, algemeen organisatieschema, vestiging van de diensten;

b) een beschrijving van de doelstellingen en van de methodologie van de opleidingen van animators of coördinatoren voor vakantiecentra;

c) zo nodig, een balans (aard en aantal georganiseerde opleidingen, aantal gevormde stagiairs of die geen brevet hebben behaald, redenen voor de weigeringen) van de opleidingen van animators of coördinatoren voor vakantiecentra;

d) van het aantal, de kwalificatie en identiteiten van de opleiders belast met de begeleiding van de theoretische opleidingen. Deze opleidingen worden zo nodig geactualiseerd;

2° de voorstelling van het programma van de opleiding.

Art. 24. De aanvraag om bevoegdverklaring omvat ten minste :

1° alle stukken die bewijzen dat de opleiding beantwoordt aan de bepalingen door dit besluit opgesteld;

2° het bewijs van de effectieve deelneming van elke kandidaat aan de hele opleiding;

3° de brevetten waarvan de homologatie is gevraagd.

Art. 25. De aanvraag om gelijkwaardigheid wordt ingediend door de instelling die het bekwaamheidsbewijs ofwel op eigen initiatief heeft gegeven, ofwel op aanvraag van de titularis van het bekwaamheidsbewijs voor wie een gelijkstelling wordt gevraagd.

Ze begrijpt ten minste :

1° het gevolgde opleidingsprogramma;

2° alle bijkomende informatie die nuttig is voor de beoordeling van het dossier.

Ingeval de instelling die het bekwaamheidsbewijs toegekend heeft, verdwenen is, mag de titularis van het bekwaamheidsbewijs persoonlijk de aanvraag om gelijkwaardigheid aanvragen volgens de bepalingen bedoeld in het eerste lid.

Art. 26. Het bestuur beslist over de aanvragen om homologatie of gelijkwaardigheid binnen een termijn van drie maanden vanaf het in overweging nemen ervan. Indien dit niet gebeurt, wordt de beslissing geacht met de aanvraag in overeenstemming te zijn.

Een aanvraag wordt in overweging genomen zodra ze volledig is opgesteld; het bestuur licht de instelling in over de datum waarop de aanvraag in overweging wordt genomen.

Afdeling II. — De procedure van het intrekken van het bekwaamheidsbewijs

Art. 27. Wanneer het bestuur acht dat aan een instelling haar bevoegdverklaring moet worden ingetrokken, stuurt het haar een aangetekende brief waarin vermeld is dat een procedure voor intrekking van de bevoegdverklaring tegen haar wordt gevoerd en aan welke criteria van erkenning deze instelling niet meer voldoet.

Vanaf de ontvangst van die brief beschikt de instelling over vijftien werkdagen om de informatie die ze als nuttig beschouwt aan het bestuur door te geven.

Na deze termijn geeft het bestuur een voorstel van beslissing betreffende het intrekken van de bevoegdverklaring aan de Minister door. De Minister neemt zijn beslissing binnen de maand.

Art. 28. De beslissing heeft uitwerking met ingang van de datum van de kennisgeving ervan.

Afdeling III. — De procedure van beroep

Art. 29. Een instelling mag beroep aantekenen tegen een beslissing van weigering of intrekking van bevoegdverklaring, van weigering van homologatie of weigering van gelijkwaardigheid.

Deze beroepen moeten binnen de 15 werkdagen die op de kennisgeving van de beslissing volgen, bij de Minister worden ingediend.

Binnen deze termijn deelt hij per aangetekende brief de informatie ter staving van zijn beroep aan de Minister mee.

Art. 30. Vanaf de ontvangst van het beroep beschikt de Minister over dertig werkdagen om van zijn beslissing kennis te geven.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 31. Dit besluit treedt in werking op 20 september 2001.

Art. 32. De Minister tot wiens bevoegdheid het Kinderwelzijn behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 1 oktober 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

R. DEMOTTE,

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport

J.-M. NOLLET,

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »